

soit les Nations Unies et ses organismes, l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (O.T.A.N.), le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (N.O.R.A.D.), le Commonwealth ainsi que la Francophonie.

Ce n'est pas le moment d'aborder les conflits en opposant l'intérêt national au bien international si ce n'est pour remarquer qu'on doit toujours chercher à sauvegarder, en fin de compte, le bien commun de toute l'humanité. Mais le Canada a moins de raisons que tout autre pays de penser que des conflits puissent éclater entre ses objectifs nationaux et ceux de la communauté internationale. D'ailleurs, notre politique étrangère est marquée au sceau de l'internationalisme depuis que nous sommes devenus un État complètement indépendant lors de la Seconde Guerre mondiale et bien avant que notre économie ne soit devenue tellement tributaire du reste du monde. Je suis convaincu que la plupart de nos concitoyens considèrent l'internationalisme comme une de nos principales valeurs nationales.

**Les vieux
thèmes sont
toujours
valables**

L'examen de la politique étrangère de 1970 divisait les valeurs canadiennes appliquées à la politique étrangère en six catégories que l'on pourrait traiter comme les grandes options. Les événements des années 70 ont exigé qu'on revoie bon nombre de nos grandes lignes d'action politique et qu'on les réoriente à l'intérieur de ce cadre global. Toutefois, j'estime que ces grandes options restent valables dans le cadre général de nos aspirations.

À mon avis, ces thèmes – stimuler la croissance économique, protéger la souveraineté et l'indépendance, oeuvrer pour la paix et la sécurité, promouvoir la justice sociale, améliorer la qualité de la vie, assurer l'harmonie nationale – continuent de refléter les aspirations des Canadiens et traduisent une continuité dans les objectifs de la politique étrangère du Canada. La stratégie qu'il convient d'adopter maintenant pour réaliser ces objectifs diffère de celle des années 70. La priorité relative des objectifs subira sans doute quelques changements, mais les objectifs eux-mêmes demeureront inchangés.

Dans quelle sorte de monde vivions-nous au début des années 70 lorsque cet examen a eu lieu ? C'était dans un monde différent, un monde qui, je dois l'avouer, recelait davantage d'espoir. À l'époque, nous avions une plus grande confiance dans nos assises économiques. Nous croyions que par des transferts d'argent et de technologie, nous pourrions surmonter un certain nombre de problèmes d'ordre mondial et accélérer le progrès des pays en voie de développement. Il nous paraissait facile d'élargir le champ des programmes sociaux tant chez nous qu'à l'étranger, d'aider simultanément les classes démunies de nos propres sociétés et les pays défavorisés du monde. L'expression " syndrome du pétrole " n'aurait provoqué aucune réaction à l'époque. Nous entrions dans une période d'expansion économique à l'échelle mondiale. Les fruits de cette expansion devaient nous permettre de progresser sur un certain nombre de fronts. On pouvait alors envisager des démarches significatives en matière de désarmement. L'Union soviétique semblait tendre vers une collaboration accrue avec l'Ouest.

Il serait superflu de dresser la liste de tous les facteurs qui ont contribué à modifier notre vision des choses au cours des années 70. Il n'est pas nécessaire non plus de